

La Sociale

Feuille mensuelle du Groupe de la
Métropole lilloise de la Fédération Anarchiste

Novembre 2002

SARKOZY PRÉSENTE SES NOUVELLES



ASSISTANTES SOCIALES

Loin des seules mesures ostentatoires (flash-balls pour les flics et omniprésence médiatique), avec le projet de Loi sur la Sécurité intérieure (LSI, voir p.2), Sarkozy est en train de mettre en place un véritable Etat policier. La centralisation sécuritaire est ainsi renforcée, flics et gendarmes étant placés sous l'autorité des préfets. Le pouvoir judiciaire est mis sous dépendance puisque les flics pourront sans autorisation préalable se livrer aux fouilles de voiture, perquisitions et prélever des empreintes génétiques y compris pour des délits

bénins. Toutes ces mesures qui balaient la présomption d'innocence et la liberté de circulation ont pour seul motif d'accélérer les enquêtes. De plus, dans la droite ligne de la LSQ adoptée par la gauche (voir p.2), les fichiers policiers et de gendarmerie seront croisés et l'autorité administrative pourra y accéder particulièrement lorsqu'ils traitent de populations étrangères. Notons au passage que la CNIL (Commission Nationales Informatique et Liberté) comme la loi l'oblige pourtant, n'a même pas été consultée et que - c'est une première ! - elle s'est (Suite p.2)

EDITO

Le gouvernement Raffarin engraisse patrons et classes supérieures aux dépens du reste de la population : baisse des cotisations patronales et de l'impôt, attaques sur le temps et les conditions de travail, permis aux patrons de licencier plus facilement... Sans oublier la casse des services publics, poursuivant une politique menée conjointement avec la gauche depuis 20 ans sous les auspices de l'Union européenne. Accompagnant cette dérégulation sociale généralisée qui ne crée que de la misère, l'Etat revient aux vieilles méthodes : « surveiller et punir » les classes laborieuses comme au bon vieux temps du capitalisme émergent. Cette gestion sécuritaire de la misère se traduit par une répression toujours plus féroce des mouvements sociaux (voir p. 4) et des hausses formidables de budget (10 milliards pour l'intérieur et pour la défense).

Comme toujours, la gauche a préparé le terrain, notamment avec les Contrats Locaux de Sécurité et la Loi sur la Sécurité Quotidienne (LSQ), votée il y a un an en pleine paranoïa antiterroriste. Loi d'exception que Sarkozy se propose de pérenniser et de compléter avec la Loi sur la Sécurité Intérieure (LSI).

Peut-être faudrait-il s'estimer heureux de cette politique de la matraque contre les classes dangereuses ici-bas. En Côte d'Ivoire (voir p. 3), c'est la politique de la canonniers qu'appliquent avec zèle les militaires français. Ce qui nous promet beaucoup de réfugiés que le gouvernement va vouloir expulser. Dur métier que celui de matraqueur : quand on commence, on ne peut plus s'arrêter !

libertaire

Chaque jeudi en kiosque

SARKOZY PRÉSENTE SES NOUVELLES ASSISTANTES SOCIALES

(Suite de la Une) auto-saisie du projet de loi.

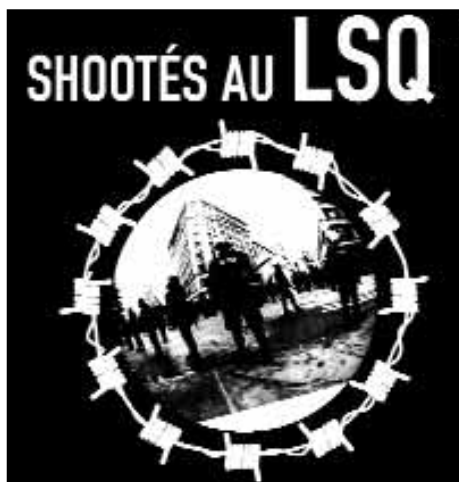
Le contrôle des populations immigrées illustre également les velléités de criminalisation de la misère. De nouveaux délits sont ainsi créés pour toucher les populations les plus précarisées sous prétexte de défendre « les plus pauvres ». Certes, le projet annoncé début octobre était encore plus délirant que celui présenté le 23 octobre. Mais les parlementaires se chargeront sans doute de le durcir à nouveau, et le ministère de la Justice est mis à contribution pour en présenter un autre dans quelques semaines.

La loi Perben votée cet été a déjà re-créé les centres d'éducation fermés pour les mineurs, abaissé la majorité pénale et instauré des « juges de proximité » non professionnels en charge des délits passibles de moins de 1500 euros d'amende. La justice expéditive bourgeoise a encore de beaux jours devant elle ! Enfin le garde des sceaux est maintenant accompagné d'un secrétariat d'Etat à la construction de prisons, ayant pour tâche d'augmenter le *parc immobilier carcéral* afin d'enfermer toujours plus ceux dont le principal délit est d'être pauvre.

Un contrôle social à toutes les échelles.

Les coopérations policières internationales ont fait florès (accords Schengen...) et les mesures Sarkozy contre les gens du voyage ont été précédées d'accords avec la Roumanie où la situation des Roms est pourtant déplorable. De plus, existe au niveau européen, au moins depuis 1998, un groupe de travail qualifié d'ENFOPOL. Celui-ci réunit, dans la plus grande opacité, des responsables des ministères de l'intérieur européens qui prônent des facilités pour le contrôle et la mise en commun des fichiers, le tout avec la complicité d'opérateurs téléphoniques leur allégeant la tâche technique par la standardisation. C'est dans ce contexte qu'a été adoptée la LSQ par la gauche et que la coopération policière a pu jouer à plein lors des différentes mobilisations contre la mondialisation capitaliste.

Mais comme l'illustre la multiplication des polices municipales ou le déploiement des BAC (brigades anti-criminalité chargées de terroriser les quartiers paupérisés), l'échelle locale est un maillon essentiel de l'arsenal sécuritaire. Depuis Chevènement, les villes



peuvent se doter de Contrats Locaux de Sécurité (CLS) qui visent à contrôler et fichier les habitants des communes par la collaboration entre flics, administration, entreprises, école, sociétés HLM... Ce système de contrôle et de délation généralisée va ainsi permettre aux Hauts de Seine d'installer des caméras dans tous les collèges du département ! Le Nord n'est pas épargné. Roubaix, Tourcoing et Villeneuve d'Ascq ont adopté des CLS dont l'audit a été facturé à prix d'or par AB Associate (société d'Alain Bauer, prétendu spécialiste de la violence, membre du PS, chef du Grand Orient de France et entrepreneur sécuritaire notoire⁽¹⁾). A Roubaix, le CLS s'accompagne de l'achat

d'un logiciel à DATA image (30 000 euros) qui permet d'enregistrer aux échelles les plus fines tous les actes de délinquance et « d'incivilité ». Pour parachever ces pratiques dignes du 1984 d'Orwell, les communes adoptent de plus en plus des arrêtés contre les pauvres (anti-mendicité, contre la consommation d'alcool dans les espaces publics) comme Martine Aubry l'a fait à Lille. Cela ne l'empêche pourtant pas de qualifier de « liberticides » le projet Sarkozy, tout comme sans doute son homologue de Roubaix, inscrit à gauche lui aussi.

Contre la gestion sécuritaire de la misère, réagissons !

Contre ces mesures est néanmoins possible. Les enseignants de Roubaix ont refusé la collaboration inscrite dans le CLS. Nous étions nombreux le 8 octobre dernier à protester à Lille et dans d'autres villes de France en soutien à Ahmed de No Borders (voir p.4) et contre la criminalisation des mouvements sociaux en général. La lutte de et avec les sans papier-e-s gêne les politiques racistes de l'Etat et doit se poursuivre jusqu'à la régularisation de toutes et tous. Partout, enrayons la machine sécuritaire, outil de gestion de la misère et le capitalisme qui l'a créé ! La lutte contre le fascisme ne peut se limiter à un entre-deux tours d'élections présidentielles.

⁽¹⁾ Cf *Courant alternatif*, oct. 2002 : *Le coup d'État sécuritaire*.

Loi sur la Sécurité Quotidienne (LSQ) (jusqu'en déc. 2003 puis réexamen de la loi)

- droit de « visite » des véhicules par la police sur requête du procureur
- droit pour des vigiles d'effectuer des « palpations de sécurité » et « inspection visuelle » de sacs à main sous contrôle du préfet.
- obligation pour les fournisseurs d'accès internet de conserver des données relatives aux communications personnelles - recours aux « *aux moyens de l'Etat soumis au secret de la défense nationale* » pour décrypter des messages électroniques cryptés dans le cadre d'enquêtes judiciaires (aucun contrôle judiciaire n'est possible sur ces fameux moyens, en particulier sur la véracité du décryptage).
- nouveau délit de voyage sans ticket « d'habitude » (6 mois de prison, 7500 euros d'amende).
- autorisation d'intervention de la police dans les halls d'immeubles.
- obligation de déclaration des rave parties sous peine de saisie de la sono.
- extension du fichier d'empreintes génétiques aux personnes condamnées pour assassinat, terrorisme, vols, violences volontaires...
- possibilité de témoignage anonyme.

Projet de Loi sur la Sécurité Intérieure (LSI)

- pérennisation de la LSQ jusqu'en 2005 minimum.
- nouveaux délits assortis de peines de prison : délit de racolage passif sur la voie publique (6 mois, 7500 euros) - délit de mendicité qualifiée d'agressive ou en réunion ou avec un animal (6 mois, 3500 euros) - délit d'installation sur une propriété publique ou privée sans autorisation du propriétaire (6 mois, 3750 euros, saisie de la voiture) - délit d'occupation de cage d'escalier.
- droit de « visite » des véhicules à l'occasion d'un simple contrôle des papiers du véhicule sans tutelle du parquet ; extension de la vidéo-surveillance routière.
- étranger-e-s : suppression de la carte de séjour et expulsion des prostitué-e-s - expulsion des étrangers munis de visas ou d'A.P.S. suite à des « troubles à l'ordre public » (délict de manifestation ?).
- fichage des personnes mises en cause dans le cadre d'enquêtes, fichage de l'empreinte génétique sans tutelle du parquet pour les personnes soupçonnées de délits passibles d'au moins 3 ans de prison... Selon le Syndicat de la Magistrature, « *à terme, avec la politique de tolérance zéro, 15 millions de personnes seront fichées* ». Sans aucun contrôle.

APARTHEID ET NÉO-COLONIALISME

★ **Transports fliqués.** La SNCF compte au moins 1500 agents chargés de la sécurité, la RATP 780. A Lyon, 298 caméras ont été installées dans le tramway, les quais de métro en compte 180 et 10% des bus sont vidéo-surveillés.

★ **Caméras de surveillance.** D'après *L'Humanité*, la France comptait fin 2000 un million de caméras pour la plupart situées dans des espaces privés ouverts au public. Pourtant, seulement 41180 étaient assorties d'une autorisation. Œuvrons pour le respect de la loi, dégommons ces caméras illégales !

★ **Caméras de surveillance toujours.** A Mantes la jolie, Bédier (ministre-maçon de prisons) a installé le système de vidéo-surveillance grâce au fond européen Urban censés réhabiliter les quartiers en difficulté. Plutôt fliquer que rénover !

★ **Une affaire qui marche !** On compterait aujourd'hui au moins 100 000 personnes travaillant dans des entreprises privées liées au flicage.

★ **Arnaqués et prêts à l'être de nouveau.** Après avoir perdu 29% de leur avoir en 2002, 68% des salariés actionnaires sont prêts à souscrire de nouveau selon une enquête du Cercle de l'actionnariat salarié.

★ **Crève charogne.** La CSL, ancien syndicat maison de Peugeot ne survivait plus depuis le départ de Jacques Calvet de la direction de PSA que grâce aux subventions de la mairie de Paris. La chute de la droite a eu raison de ce « syndicat » des bons services rendus à la barbouzerie pasquaienne.

★ **Les nouveaux pions ?** Alors que sont annoncées les suppressions de 5600 postes de surveillants et de 20 000 postes d'aides-éducateurs, Alain Boissinot, directeur de cabinet de Luc Ferry, propose sérieusement de les remplacer par des retraités et de mères de famille. A quand l'adjudant Chanal comme pion ?

Après 6 putschs ou tentatives de putsch depuis deux ans et une économie ruinée, la Côte d'Ivoire est en passe de perdre son statut d'élève modèle de développement en Afrique de l'Ouest. Passés les 43 ans de règne de Félix Houphoët-Bouigny - l'inventeur cynique de la formule « Françafrique » illustrant bien l'imbrication magouilleuse et barbouzarde des intérêts de la métropole et de ses anciennes colonies - les principaux débiteurs (FMI, Banque Mondiale et Union Européenne) ont présenté la note : un endettement correspondant au double de la production annuelle du pays. Les caisses du premier exportateur mondial de cacao sont vides, situation inadmissible pour les premiers garants de la stabilité du système maffieux ivoirien : l'armée.

Chronologie et galerie des monstres

Houphoët-Bouigny se méfiait à juste titre des militaires, mais son successeur Henri Konan Bédié n'aura pas eu cette prévention. Avant même son intronisation officielle, il se fait monter une « garde présidentielle » par Yannick Soizeau, correspondant local de la DGSE (services secrets français), trafiquant d'armes et connu également pour avoir blanchi à Abidjan une partie de la "taxation" du RPR sur les marchés parisiens.

En 1995, Bédié conforte sa position en excluant de l'élection présidentielle son principal rival Alassane Ouattara au nom du « principe d'ivoirité ». Ouattara - ancien premier ministre de Houphoët-Bouigny et un des vice-présidents du FMI à la fin des années 80 - est également un ami du bétonneur Martin Bouygues dont le groupe s'est fait concéder quelques-uns des principaux services publics ivoiriens. Suivirent 5 années de gabegie économique et politique pendant que Bédié et sa clique s'enrichissaient comme son prédécesseur du détournement de l'aide européenne.

Le 24 décembre 1999, le régime n'ayant plus assez de ressources pour payer ses militaires, une mutinerie éclate et renverse le régime, soulèvement emmené par le Général Robert Gueï, ancien chef d'état-major limogé par Bédié, bien connu du sérail militaire tricolore puisqu'il est élève de St-Cyr. Grand ami du Général Jeannou Lacaze (le conseiller militaire préféré des dictateurs africains) et de Michel Dulpuch (conseiller de Jacques Chirac), Gueï fait rentrer dans un gouvernement d'union une figure historique de la résistance au système Houphoët-Bouigny : le *socialiste* Laurent Gbagbo. Puis, pour se débarrasser de l'éternel rival Ouattara, il fait inscrire dans une nouvelle constitution largement profilée par les experts français une clause d'ivoirité permettant de refuser la citoyenneté à plus de la moitié du pays.

Au cours du scrutin chaotique du 22 octobre 2000 Gbagbo est largement en tête. Gueï tente alors un dernier coup de force en arrêtant les membres de la Commission Nationale Electorale et en proclamant sa victoire. Mais sous la pression des manifestations de rue et du ralliement de l'armée à Gbagbo, il est obligé de quitter la scène. Il finira assassiné dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002 où a éclaté la mutinerie qui fait actuellement chanceler le régime de Gbagbo.

Nauséabonde « ivoirité »

Le dynamisme économique ivoirien, qui donnait à l'ère Houphoët une aura de respectabilité, reposait sur l'agriculture extensive et un défrichement massif au nord du pays... ce qui nécessita une importante main d'œuvre étrangère (Burkinabés et Maliens principalement). Ainsi, selon la terminologie officielle, les « résidents étrangers » sont évalués à 3 millions auxquels s'ajoutent 2 millions de « résidents d'ascendance étrangère » : soit environ 30% de la population, ce qui ne posait pas de problème dans un pays multiethnique et traditionnellement tolérant. Mais, lorsque les instances de la Mondialisation s'attaquèrent au pré-carré français de l'Afrique de l'Ouest et que le FMI imposa ses plans d'ajustements (dévaluation du Franc CFA, démolition des acquis sociaux, démantèlement des services publics...), la moitié des salariés se retrouvèrent au chômage. Les premiers touchés furent les Ivoiriens du sud employés par les compagnies étrangères. Bédié développa alors le concept d'ivoirité, transformant les populations nordistes Dioulas et les Burkinabés - qui avaient été le fer de lance de l'économie - en victimes expiatoires. Devoir être « ivoirien de naissance et de parents ivoiriens » ou appartenir à un village « typiquement ivoirien » : autant de critères aussi ségrégationnistes qu'absurdes en raison de la quasi-inexistence d'état-civil avant 1960 et l'arbitraire des frontières décédées entre puissances impérialistes.

Bien qu'ayant d'abord dénoncé l'ivoirité en prenant le pouvoir, Gueï la reprit à son compte et la rendit constitutionnelle pour se débarrasser de Ouattara. Lui succédant, Gbagbo la poussa jusqu'à son actuel paroxysme, assimilant « mauvais ivoiriens » et partisans politiques de l'éternel adversaire Ouattara. Arrestations arbitraires, tortures, exécutions sommaires, charniers comme à Yopougon... les exactions racistes du régime Gbagbo poussèrent vite les Burkinabé, Maliens et autres Diaoulas résidant au Sud dans un exode vers Le Nord.

Françafrique, Françafric et Maffiafrique.

La fracture civile est telle que les actuels mutins, qui contrôlent le nord du pays, craignent une fuite en avant génocidaire à la rwandaise d'un régime aux abois. Mais même s'ils déclarent ne vouloir renverser Gbagbo que pour mettre fins aux discriminations ethniques et organiser des élections, l'exemple du Général Gueï ne pousse certainement pas à leur faire une confiance excessive. Cependant, ils savent que tant que les troupes françaises d'élite seront présentes en permanence sur le territoire ivoirien (aux termes d'un accord de défense), aucun changement politique ne pourra être possible sans l'aval de la France. Les dirigeants politiques, militaires et économiques français qui ont organisé le pillage systématique des anciennes colonies ne sont certainement pas déterminés à abandonner leur *pré-carré*. Si les Ivoiriens et Ivoiriennes veulent se construire un autre futur, ils devront se débarrasser aussi bien d'une classe politique liberticide et vermoulue, que des réseaux nauséabonds de la Françafrique et des brigands internationaux de la Maffiafrique.

CONTRE LA RÉPRESSION

RÉSISTONS ENSEMBLE !

Les gouvernements tentent d'étouffer et de faire passer pour criminelle toute expression politique qui, hors de l'isoloir et du parlement remet en cause les rapports Nord-Sud, les frontières, la tolérance zéro, le productivisme, l'Europe forteresse, l'exclusion...

Cette répression a pour but d'en finir avec la contestation et les mouvements qui agissent pour une société plus juste et plus égalitaire. Les exemples récents sont nombreux.

Lors du campement international No Border à Strasbourg fin juillet, des dizaines de personnes ont été arrêtées. Ahmed Meghini a été condamné à 8 mois de prison dont 3 fermes et 700 euros d'amende, et un total de 25 personnes lors d'actions pacifiques de soutien à Ahmed ont écopé de peines pour séquestration, violation de domicile, outrages, geste et menace sur agent de la force publique, résistance violente, violence... suite à des interventions plus que musclées des forces de l'ordre.

La criminalisation de militants syndicaux s'accroît (inculpation des salariées de la société de nettoyage Arcade, expulsion de l'association *Bouge qui bouge* à Dammarie-les-Lys, emprisonnement de José Bové...) de même que les agressions et exactions par les forces de police (passage à tabac d'enseignants et d'éducateurs et meurtre en public d'un jeune dans sa cité), et les expulsions d'étrangers



sans-papier-e-s ou sous le coup de la double peine.

L'arsenal législatif contre les déviants et les exclus ne cesse de se renforcer. A la Loi sur la Sécurité Quotidienne (LSQ) et aux contrats locaux de sécurité (CLS) mis en place par le précédent gouvernement, aux arrêtés anti-SDF de certaines villes comme Lille, vient s'ajouter le projet de loi sur la sécurité intérieure qui crée des délits pénaux visant explicitement squatteurs, gens du voyage, étrangers, mendiants, prostituées. Bref les pauvres sont plus que jamais la classe dangereuse.

Tract distribué le 08/10 à Lille lors d'une manif de soutien à Ahmed Meghini



EN BREF



★ **OTAN** : à un mois du sommet qui se tiendra les 21 et 22 novembre à Prague, le ministre de l'Intérieur tchèque a déjà commencé à mettre en garde la population en lui demandant notamment de ne pas abuser de la patience des policiers. Il prétend aussi que les anarchistes s'entraîneraient dans des camps secrets à l'usage de bombes incendiaires. 10 000 à 12 000 policiers et militaires seront mobilisés. Le souvenir de l'extrême violence de la répression de Prague en 2000 n'est pas effacé.

★ **Fiat s'apprête à licencier** plus de 8000 personnes en Italie malgré des aides étatiques promises. Mais il y a fort à parier que les salarié-e-s n'en seront pas les bénéficiaires. Ils l'ont bien compris en rejoignant un million de personnes dans les rues lors de la grande grève du 18 octobre.



AGENDA



★ **10 au 16 nov. : semaine d'action nationale des sans papiers.**

dim. 10 nov. : manifestation au Marché Wazemmes - Lille.

lun. 11 nov. : marche de Place de la République à Lille au Cimetière d'Haubourdin à 10h.

Jeudi 14 nov. et le vendredi 15 novembre : manifestation à 18h Place de la République à Lille.

Sam. 16 nov. : manifestation régionale des sans papiers à 15h, pl. de la République - Lille.

★ **mer. 27 nov. : Conférence « l'anarchisme : un projet de transformation sociale »** : retrouvez-nous à 13h dans le hall de l'Université de Lille III.



QUI SOMMES-NOUS ?



La Fédération anarchiste compte en France et en Belgique plus de 80 groupes organisés ensemble sur la base du fédéralisme libertaire dans le strict respect de l'autonomie des groupes.

Ses groupes s'expriment dans son hebdomadaire (*Le Monde libertaire*), des livres et brochures (les *Editions du Monde libertaire*), et en région parisienne sur sa propre radio (*Radio Libertaire-89.4*) qui existe depuis plus de 20 ans.

Plus d'infos sur le site : www.federation-anarchiste.org.

Vous pouvez rencontrer le groupe de la métropole lilloise :

• **chaque dimanche : de 12h à 13h vente du *Monde libertaire* au marché de Wazemmes (Lille) ; de 10h30 à 12h en alternance aux marchés de l'Épeule (Roubaix) et de Croix .**

• **mercredi : 13h, table de presse dans le Hall de l'Université de Lille III.**

• **vendredi : 20h-21h, écoutez *La Voix sans Maître*, émission du groupe et du Centre Culturel Libertaire sur Radio Campus-106,6.**

Notre adresse : FA, c/o ALDIR, BP 79, 59370, Mons-en-Barœul.

Email : groupe-lille.federation-anarchiste.org.

Feuille d'information publiée par le Groupe de la Métropole lilloise de la FA. Envoi gratuit sur demande. Imprimée par nos soins.

Abonnement de soutien : 1 an -10 euros. Chèques à l'ordre de C.E.G.